



## Québec - Une nouvelle ère de l'insécurité.

Par [Normand Beaudet](#)

Mondialisation.ca, 28 octobre 2021

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Environnement](#)

Analyses: [Élections Canada](#), [LE QUÉBEC](#)

### **De nouveaux impératifs pour nos municipalités.**

Nous sommes dans le dernier droit de la campagne électorale municipale au Québec. Nombreux sont ceux qui se présentent sur une bannière environnementale et cherchent une façon d'interpeller les citoyens sur le grand enjeu de notre temps, les bouleversements climatiques.

Les manifestations en faveur d'une décarbonisation de l'économie ont repris cet automne. Nous avons été témoins de manifestations à la surface du globe, à travers le Québec, et 15 000 personnes ont récemment répondu à l'appel à Montréal. Face à la crise climatique, un sentiment d'impuissance nous habite tous. C'est bien beau l'action individuelle; recyclage, compostage, et les véhicules électriques; mais les grands pollueurs doivent aussi être mis à contribution. On le sait, mais comment agir collectivement près de chez soi?

### **On sent l'urgence, mais quoi faire?**

Il y a un peu plus d'un an, plus de 500 municipalités du Québec ont déclaré l'urgence climatique. Tous comprennent que nous devons pouvoir agir partout, dans chacune de nos communautés. Mais, il est difficile d'ancrer les enjeux climatiques dans le concret. Par quoi les citoyens peuvent-ils commencer? C'est une question plus que lancinante en cette période d'élections municipales?

En septembre 2019, la grande marche pour le climat réunissait plus du demi-million dans les rues de Montréal. Le rassemblement en lui-même renforçait les déclarations des élus locaux. Mais le message le plus puissant à passer à nos dirigeants politiques serait : « Voyez, nous sommes nombreux! Maintenant nous retournons chez nous, et poursuivons le travail! » Mais quel travail au juste? manger végétarien, recycler, jardiner, économiser l'énergie, se mobiliser contre les projets polluants... En fait, les gens et nos représentants locaux ne savent plus trop comment agir.

Comment transformer la lutte à la crise climatique en un enjeu concret, palpable pour nos communautés? Un enjeu que l'on puisse facilement cerner sur le terrain. Un enjeu électoral que peuvent porter les dirigeants locaux?

### **La responsabilité de protéger.**

Lorsqu'on analyse bien les actions à prendre face à la crise climatique, d'importants éléments ressortent. La protection des citoyens vulnérables face aux chocs environnementaux nécessitera rapidement de nouveaux espaces physiques. L'atténuation

de l'impact de ces chocs sur nos communautés et le redressement communautaire rapide après-coup, imposeront une préparation adéquate. Nous parlons donc de concevoir des lieux physiques permettant le refuge des citoyens et des endroits équipés pour faciliter la résilience de nos communautés. Des espaces aménagés pour accueillir nos sinistrés environnementaux et équipés en équipements facilitant la subsistance communautaire.

Certains citoyens sont particulièrement vulnérables aux aléas environnementaux. Pensons à la protection de nos personnes âgées face aux chocs thermiques en période caniculaire. Il est de plus en plus question du choc sanitaire lié à la zoonose (épidémie d'origine animale) que nous vivons actuellement. Se prémunir implique des lieux, des espaces de distanciation. Les aléas environnementaux imposeront maintenant le déplacement de personnes pour plusieurs jours, leur accueil dans un lieu sécurisé. Le refuge des sinistrés provenant de communautés avoisinantes victimes de méga incendies, d'inondations; ou l'accueil de migrants climatiques est notre nouvelle réalité. Omettre la planification de la résilience d'une communauté après un choc prévisible deviendra pour nos dirigeants locaux une négligence!

Les impératifs sanitaires urbains du passé ont imposé aux municipalités les services d'aqueduc et d'égouts; le fléau des incendies dévastateurs et mortels imposa les services d'incendies. La crise climatique nous impose aujourd'hui la réduction accélérée des émissions carbone, mais aussi, dorénavant, la création de refuges sécuritaires et la planification de la résilience de nos communautés. C'est notre nouvelle réalité!

### **Miser sur les assises existantes.**

Il est impossible de penser construire rapidement de nouveaux refuges et lieux de résilience dans toutes les communautés de la province. En revanche, toutes nos municipalités possèdent de vastes bâtiments, au cœur de nos communautés, qui font partie de notre patrimoine collectif et dont un très grand nombre sont en mal de vocation. Ce sont nos églises.

Déjà un bon nombre de ces églises sont acquises par les municipalités, restaurées, transformées en salles communautaires polyvalentes et abritent un certain nombre de services communautaires. On y a aménagé des espaces à bureaux, des cuisines collectives et centre de distribution alimentaire; des refuges pour les nouveaux arrivants et les gens les plus vulnérables. Le simple ajout de boucles géothermiques communautaires permettrait dans plusieurs cas la viabilité économique des projets en réduisant souvent la facture énergétique des bâtiments publiques de proximité (église, petite école, presbytère et souvent salle communautaire) et de surcroit les émissions de GES. Ne devrions-nous pas restituer une tarification énergétique préférentielle en fonction de l'efficacité énergétique de nos régions, nos municipalités et services communautaires?

Bref, à de nombreux endroits cette transition nécessaire vers le futur est déjà en marche. Elle peut être accélérée par l'implication citoyenne, et dans de multiples cas nos municipalités et MRCs sont au cœur de ces projets!

### **Notre sécurité, dorénavant un enjeu prioritaire des élections municipales.**

Les récents chocs environnementaux ont tué des gens, détruits des propriétés et créé des crises qui ont interpellées les dirigeants locaux. Épidémies, canicules, tempêtes et inondations nécessiteront toutes la protection des citoyens victimes. On a vu es incendies

de plus en plus dévastateurs sévir.

La crise climatique est dorénavant un enjeu politique local de tout premier plan. De récents travaux indiquent que la réappropriation et la restauration des églises; et leur conversion en salles polyvalentes a créé des installations névralgiques en cas de crise pour les services d'urgences municipaux. Dans de nombreuses circonstances moyennant des aménagements adéquats pour les installations sanitaires et l'hébergement, on a rapidement des refuges fonctionnels dans nos municipalités et quartiers. La question de sanatoriums temporaires permettant l'isolement rapide des patients infectés provenant de lieux de résidence subissant une infection sanitaire est devenue critique. Plusieurs églises servent présentement déjà de centre de prélèvement et de vaccination. Les installations de nombreux bâtiment religieux améliorées par les cuisines communautaires, peuvent devenir la base pour l'établissement de pôles agro-alimentaires offrant des services essentiels pour la conservation, la transformation et la mise en marché de la production alimentaire de proximité. La protection et renforcement des capacités de résilience des communautés devient un enjeu de plus en plus reconnu.

Nos lieux patrimoniaux centraux doivent redevenir des centres communautaires actifs. On parle de plus en plus de tisser des toiles de transport en commun électrifié et sur réservation personnalisée entre les communautés de nos régions. Greffé à des services de partage de véhicules électriques, ces lignes de transport constitueraient une révolution. On peut penser établir dans les stationnements, propriété des paroisses, de véritables stations de recharge ou il est possible d'avoir accès à des véhicules de micromobilité pendant la recharge. Imaginons un peu l'impact de la mise en partage de petits camions et de camionnettes électriques par les municipalités, et ainsi contrer la prolifération des VUS. Projet passionnant pour nos municipalités, le clocher de l'église peut devenir l'indicateur de la présence d'une station de recharge et de multiples services de transport, ceci partout sur l'étendue du territoire québécois. On parle ici d'ériger de puissants vecteurs de décarbonisation.

On doit recréer de véritables lieux de concertation communautaire. A plusieurs endroits les bâtiments de notre patrimoine bâti ont été transformés avec succès en espaces à bureau pour des organismes, ou en centres de co-working; voir même en incubateurs pour des PME. Il n'y a qu'un pas à franchir pour mettre en place des Centres de télétravail permettant la réduction des émissions de GES en facilitant le travail à proximité. Nos églises ainsi aménagées peuvent permettre d'éliminer les transits récurrents; tout en gardant une dynamique sociale et une émulation professionnelle pour les employés qui y sont abonnés par leurs employeurs. Hydro-Québec élabore présentement une offre de micro-réseaux intelligents parfaitement adapté à la gestion du micro-stockage, de la micro-production et de micro-échanges d'énergie. Les programmes d'efficacité énergétique combinés à l'opération de ces micro-réseaux intelligents regroupent les atouts pour assurer la pérennité d'une prise à charge communautaire ou municipale de ces actifs en mal de vocation.

Ces projets essentiels à la sécurité des citoyens font présentement face à d'importants défis qui interpellent nos élus municipaux. Le premier défi est énergétique. Il y a une douzaine d'années les paroisses bénéficiaient d'une tarification électrique préférentielle pour chauffer les églises. L'avantage leur a été retiré en 2008 par Hydro-Québec qui voulait l'utiliser notre hydroélectricité pour attirer des clients énergivores. Un virage vers le bi-énergie incluant la combustion de mazout et de gaz a été offert en remplacement. Mais les mesures d'économie d'énergie promises par la Société d'État n'ont jamais été livrées. Depuis, les

coûts de chauffage sont devenus la principale menace à la pérennité de certaines de ces joyaux patrimoniaux, sur l'étendue de notre territoire. Quelques bâtiments ont trouvé les moyens d'installer des boucles géothermiques, d'autres se sont servi de la combustion d'une biomasse locale et certains utilisent présentement les serveurs de données pour générer des revenus et réduire les factures de chauffage. Jamais l'occasion n'aura été plus belle pour réunir les ressources et soutenir ces efforts de réappropriation du patrimoine bâti.

Dans ce contexte, revendiquer à Hydro-Québec restituer la tarification préférentielle aux communautés qui établissent des lieux actifs de décarbonisation pourrait devenir un important levier. Tous ces efforts impliquent l'adhésion active et inconditionnel des dirigeants locaux, des municipalités et des MRCs à une lutte active la crise climatique.

### **Vision de société.**

Nos municipalités sont les premières frappées par les crises. Nos élus locaux doivent être outillées pour répondre à ces crises qui se multiplient.

On dit souvent que la nécessité est mère de l'innovation. Ce sera inévitablement le cas avec les bouleversements climatiques. Nous devons rapidement assurer la protection des plus vulnérables. Mettre en place les infrastructures de transport décarbonisé. Accroître la sécurité de nos approvisionnements critiques et blinder notre sécurité énergétique. Nos représentant locaux doivent se mettre au travail en vue d'actions concrètes!

Parce que ce sont des bâtiments construit grâce au labeur de nos ancêtres, destinés à une vocation communautaire et situés physiquement en plein cœur de nos communautés; les églises sont des lieux tout désignés. Nos églises, lieux de refuge et de résilience constituent un premier pas pour mettre en marche nos communautés vers l'atteinte des objectifs climatiques!

Les élections municipales en cours doivent mettre en scène une telle vision.

Sur les assises du passé, il faut maintenant construire le futur!

**Normand Beaudet**

Centre de ressources sur la non-violence

Membre de l'équipe de la DUC

Initiateur du dossier Églises Refuges.

[normbeaudet@hotmail.com](mailto:normbeaudet@hotmail.com)

Pour situer le texte :

### **Mobilisation climat:**

Pour vous situer, je suis un des initiateurs de la Déclaration d'Urgence Climatique signée par plus de 500 municipalités au Québec. Dans le milieu des mobilisations citoyennes climat, d'imposants programmes de décarbonisation de nos communautés ont été élaborés. Une constante émergeait, la nécessité d'actions concrètes sur l'étendue du territoire, et le

besoin d'espaces dédiés à l'action climatique. La vision des églises comme lieux en mal de vocations a émergé.

<https://www.ledevoir.com/opinion/lettres/573577/lettres-urgence-climatique-se-donner-une-vision>

### **Première approche:**

Comme point de départ, nous devons capter l'attention des milieux de la sauvegarde du patrimoine religieux, et aussi des autorités religieuses, qui sont étroitement associés à plusieurs de ces bâtiments, et qui se sont montrés sympathiques à l'approche. L'étape a été franchie au printemps dernier.

[https://evequescatholiques.quebec/sn\\_uploads/fck/2021-06\\_17\\_CES\\_Crise-climatique-patrimoine-religieux.pdf](https://evequescatholiques.quebec/sn_uploads/fck/2021-06_17_CES_Crise-climatique-patrimoine-religieux.pdf)

### **Vocations plausibles:**

Lors des démarches de travail comprenant un comité aviseurs auquel une quinzaine de personnes sont invités, et un comité de suivi de cinq personnes impliquant les milieux religieux, six vocations à caractère environnementales ont émergées comme parfaitement complémentaires avec plusieurs projets de conversion, et souhaitables.

<http://nonviolence.ca/index.php/nos-eglises-lieux-de-refuge-de-resilience-communautaire/>

### **Faisabilité**

Nous avons par la suite obtenu des fonds afin de mandater une firme d'architectes spécialisée en conversion des églises pour une évaluation de faisabilité des vocations. Un autre pas franchi, nous avons reçu les documents au cours des dernières semaines.

Les documents se retrouvent ici.

<http://nonviolence.ca/index.php/eglises-lieux-de-refuge-et-de-resilience-des-documents-techniques/>

### **Premiers pas dans la diffusion des vocations.**

Comme vous pouvez le constater avec cette vidéo, notre démarche a capté l'attention des militants qui s'intéressent aux enjeux climatiques lors de notre présence aux « Journées du patrimoine religieux ». Nous en sommes toujours à l'étape du raffinement de la démarche.

<https://www.youtube.com/watch?v=yLhI5W1dA7M>

**Normand Beaudet**

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Normand Beaudet](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : **Normand  
Beudet**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)